

ACTION URGENTE

UNE DÉFENSEURE DES DROITS HUMAINS VICTIME DE MENACES EN LIGNE

La défenseure des droits humains Fátima Mimbire reçoit depuis le 18 janvier sur les réseaux sociaux des messages d'intimidation anonymes. Elle a commencé à recevoir ces menaces quand elle a commencé à participer activement à la campagne du Centre pour l'intégrité publique (CIP) contre le projet du gouvernement mozambicain de remboursement des prêts qu'il contractés illégalement et secrètement. Par ailleurs, Fátima Mimbire fait également l'objet sur les réseaux sociaux d'une campagne de diffamation visant à l'intimider davantage encore et à délégitimer son travail.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Filipe Jacinto Nyusi
Président de la République du Mozambique
Avenida Julius Nyerere, PABX 2000
Maputo, Mozambique
Facebook : @NyusiConfioemti, Twitter : @FNyusi

Monsieur le Président de la République,

Le 18 janvier, la défenseure des droits humains Fátima Mimbire a commencé à recevoir des messages d'intimidation et des menaces de mort sur les réseaux sociaux. Ces attaques ont commencé le jour du lancement de la campagne du Centre pour l'intégrité publique (CIP) dénonçant le fait que le gouvernement mozambicain cherche à rembourser des prêts qu'il a contractés secrètement pour créer trois entreprises publiques : Proindicus, Ematum (Empresa Moçambicana de Atum) et Mozambique Asset Management. Fátima Mimbire travaille pour le CIP et elle a activement participé à cette campagne.

Elle fait également l'objet sur des plateformes des réseaux sociaux telles que Facebook et WhatsApp d'une campagne de diffamation visant à délégitimer sa personne et son travail. L'un des messages publiés sur Facebook dit : « Le CIP provoque et stimule des tensions entre l'État et la société mozambicaine. Occupez-vous de Fátima Mimbire. » Un autre message publié sur Facebook dit : « Fátima Mimbire tu devrais avoir honte de ton comportement. Elle est utilisée sexuellement par des Américains et des Portugais pour gagner de l'argent et continue d'apparaître sur les réseaux sociaux pour déstabiliser le pays. Pourquoi ne t'occupes-tu pas de ta famille qui a besoin de toi ? Tu devrais profiter de la vie tant que tu es vivante. »

Le CIP a distribué des tee-shirts au public portant l'inscription « Je ne paierai pas pour des dettes cachées ». Entre le 21 et le 24 janvier, la police de la République du Mozambique (PRM) a encerclé le local du CIP à Maputo et ordonné aux gens de retirer ces tee-shirts, qu'elle a confisqués. Elle a aussi ordonné au CIP de cesser de distribuer ces tee-shirts.

Amnesty International est préoccupée par la campagne d'intimidation et de diffamation menée en ligne contre Fátima Mimbire uniquement en raison de ses activités de défenseure des droits humains et de l'exercice pacifique de son droit à la liberté d'expression.

Je vous demande :

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



- de veiller à ce que les autorités mènent dans les meilleurs délais une enquête indépendante et impartiale sur les menaces et les manœuvres d'intimidation visant Fátima Mimbire ;
- de veiller à ce que Fátima Mimbire et les autres employés du CIP reçoivent une protection adéquate, conformément à ce qu'ils souhaitent, afin qu'ils puissent continuer de travailler librement sans crainte de représailles ;
- de veiller à ce que le droit à la liberté d'expression soit respecté et protégé au Mozambique.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération,

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Entre 2013 et 2014, le gouvernement mozambicain a obtenu, sans l'autorisation du Parlement, des prêts pour un montant de plus de deux milliards de dollars utilisés pour créer trois entreprises publiques : Proindicus, Empresa Moçambicana de Atum (Ematum) et Mozambique Asset Management (MAM). Ces prêts ont été accordés par le Crédit Suisse et par une banque d'investissement russe. La découverte de ces prêts secrets en 2016 a amené le Fonds monétaire international (FMI) et des donateurs internationaux à suspendre leur soutien financier au Mozambique, ce qui a causé un effondrement de l'économie du pays.

Le CIP est une organisation indépendante de la société civile qui a pris fermement position contre la corruption et contre l'absence de respect de l'obligation de rendre des comptes et de transparence dans les secteurs privé et public. Le CIP se trouve à l'avant-garde de la diffusion auprès du public d'informations sur les implications et la gravité de ces prêts illégaux et contractés de façon secrète. Le CIP utilise les réseaux sociaux pour fournir de fréquentes informations actualisées sur le procès de Manuel Chang, l'ancien ministre mozambicain des Finances qui a approuvé ces prêts. Le CIP a traduit en portugais l'acte d'accusation émis par le tribunal du district est de New York, qui accuse plusieurs représentants de l'État d'avoir escroqué des investisseurs en négociant secrètement des prêts illégaux au nom de l'État mozambicain.

Le 25 janvier, la commission politique du Front de libération du Mozambique (FRELIMO), le parti au pouvoir, a appelé dans un communiqué de presse la population à rester vigilante face aux comportements consistant à « inciter à troubler l'ordre et la tranquillité publics ». Cet appel risque d'accroître les risques encourus par les défenseur-e-s des droits humains qui ont publiquement dénoncé la corruption.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : portugais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 12/03/2019

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Fátima Mimbire (Elle)